

Les relations euro-américaines de 1980 à 1995 : entre institutionnalisation de la mondialisation libérale et régulation du protectionnisme

Projet de recherche proposé par Laurent Warloutzet (SU, faculté des lettres, histoire)

Contexte

Les relations entre l'organisation du continent européen et les Etats-Unis sont cardinales pour comprendre les orientations économiques et géopolitiques européennes. Or, si ces relations ont été bien connues par les étudiants, lorsque Washington a fortement soutenu la construction européenne (années 1945-1958), puis lorsqu'un dialogue musclé s'est établi avec des dirigeants comme Charles de Gaulle en France, puis Richard Nixon et Jimmy Carter aux Etats-Unis (1958-1980), elles ont été largement négligées par la suite.

Or, la période 1980-1995 peut dorénavant être étudiée grâce à l'ouverture des archives. Cette période se caractérise par l'irruption progressive d'une mondialisation libérale triomphante, marquée par un messianisme libre-échangiste affichée des Etats-Unis à partir de l'avènement au pouvoir de Ronald Reagan (1980), renforcée par la fin de la Guerre Froide (1989-91) et concrétisée par les décisions commerciales et monétaires de 1994-95. Un grand nombre de dynamiques sont conditionnées par une dynamique euro-américaine qu'il reste à explorer historiquement. Tout d'abord, les idées néolibérales ont progressé autour de l'axe transatlantique Reagan-Thatcher et se sont matérialisées en partie dans certains choix européens autour de l'Europe monétaire et de la concurrence. Ensuite, l'Europe et les Etats-Unis ont été les principaux négociateurs de l'Uruguay Round du GATT qui arrive à son terme en 1994 et qui, en combinaison avec d'autres accords conclus entre 1991 et 1995, pose les bases de la mondialisation libérale, avec une ouverture au libre-échange de nouveaux secteurs autrefois protégés (agriculture, textile, automobile), un accord transatlantique sur la politique de la concurrence, et l'échec des négociations environnementales de la Conférence de Rio (1992). Enfin, la chute du Mur n'a pas provoqué la fin de la Communauté économique européenne (CEE) mais au contraire son renforcement avec son remplacement par l'Union européenne (UE) en 1992, et l'attribution dès 1989 (y compris par les Etats-Unis de George H. Bush) d'un rôle déterminant dans les politiques d'assistance économique à l'ancien bloc de l'Est. Mais les relations transatlantiques ont été aussi marquées par des conflits : l'Europe organisée a dû réagir à des tensions protectionnistes récurrentes avec les Etats-Unis (affaire du gazoduc soviétique en 1983, tensions autour de l'agriculture en 1992, affaire du bœuf aux hormones, etc.). Dans le domaine monétaire également, les relations ont été conflictuelles, d'abord car les Etats-Unis ont refusé de prêter attention aux demandes françaises de réorganisation du système monétaire international, et ensuite de par leur scepticisme face au projet d'union économique et monétaire.

Ainsi, entre mondialisation libérale et protectionnisme, l'Europe organisée réagit, influence et oriente la réorganisation de l'espace économique atlantique. Au contraire, dans le domaine géopolitique, diplomatique et militaire les Etats ont conservé leur prééminence. Dans les dossiers économiques, l'Europe organisée par la Communauté puis l'Union a joué un rôle fondamental car, à partir des années 1970, la politique commerciale est unifiée et l'unité monétaire commence à être discutée au sommet, avant de se concrétiser avec le Traité de Maastricht de 1992 donnant naissance à l'euro, dont la mise en route véritable date de 1995. Cette Europe organisée se caractérise par une interaction entre les Etats, notamment les plus puissants d'entre eux comme la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, et des institutions indépendantes, Commission européenne au premier chef, puis de manière croissante Parlement et Cour de Justice européens.

Apport historiographique

Sur le plan de la bibliographie, ce projet de recherche vise à combler une lacune car très peu d'études sur archives existent sur ces sujets, qui constitue un front pionnier de la recherche. Les relations euro-américaines ont fait l'objet d'études florissantes sur les années 1970, du fait de l'ouverture récente des archives, mais pas sur la période ultérieure¹.

¹ Aurélie Gfeller, *Building a European Identity: France, the United States, and the Oil Shock, 1973-74*, New-York, Berghahn Books, 2012; Angela Romano, *From détente in Europe to European détente: how the West shaped the Helsinki CSCE*, Bruxelles, Peter Lang, 2009; Gérard Bossuat, Nicolas Vaicbourdt (dir.), *Etats-Unis, Europe, Union européenne, un partenariat difficile (1945 à nos jours)*, Bruxelles, Peter Lang, Euroclio, 2001 ; Eric Philippart, Pascaline Winand (dir.), *Ever Closer Partnership, Policy-Making in the US-EU Relations*, Bruxelles, Peter-Lang, 2001 ; Dimitri Grygowski,

Dans le domaine économique, l'union monétaire², comme la politique commerciale³, ont été à peine abordées par des études sur archives et ce, surtout sur le début de la période et rarement dans une optique euro-atlantique. Aucune analyse historique de l'Uruguay Round du GATT n'existe, même si le secteur automobile a été couvert par une étude récente conduite du point de vue européen⁴. Une étude pionnière sur les multinationales américaines et la construction européenne porte surtout sur les années antérieures⁵.

En termes d'acteurs politiques, la Communauté puis l'Union européenne ont été étudiées surtout dans une perspective d'histoire institutionnelle interne⁶, sauf dans une étude pionnière mais ponctuelle⁷. La politique étrangère et européenne de la France commence à être envisagée de manière historique pour les années 1980, mais pas encore sur les relations euro-américaines⁸. De même, la réaction européenne à la fin de la Guerre froide a été appréhendée sur le plan géopolitique, surtout à propos de l'année 1989⁹, mais pas de manière plus globale dans le cadre des relations économiques Est-Ouest notamment dans l'étude du rôle de l'Europe organisée dans les politiques de transition des anciennes économies communistes vers le capitalisme¹⁰.

Objectif scientifique

L'objectif scientifique est d'approfondir l'étude des relations euro-américaines entre 1980 et 1995. L'encadrant, le professeur Laurent Warloutet, est un spécialiste de l'histoire de la construction européenne, en particulier sous l'angle économique et social. Il a également une expérience de l'étude des archives des organisations internationales. Sans être un spécialiste des Etats-Unis, il a croisé cet acteur à de nombreuses reprises dans ses recherches individuelles et dans celles qu'il a dirigées.

La période étant vaste, le nombre d'acteurs et de politiques à considérer très importants, le/la candidat(e), préférablement déjà spécialiste des Etats-Unis et/ou de la construction européenne, est invité(e) à opérer un choix parmi les thématiques suivantes :

-en termes d'acteurs, privilégier soit l'angle gouvernemental, notamment français, soit celui de la Commission européenne, et en tout cas sans ignorer l'un ou l'autre. Le cas de la Commission Delors (1985-1995) est particulièrement intéressant car elle connaît un renforcement substantiel et car le Président Delors et d'autres commissaires, comme le Britannique Leon Brittan ou le néerlandais Frans Andriessen, s'engagent dans un dialogue transatlantique soutenu.

En complément, des sources émanant d'acteurs non-étatiques peuvent être mobilisés (voir *infra*).

Les Etats-Unis et l'unification monétaire de l'Europe, 1969-1998, Bruxelles, Peter Lang, 2009. Contrairement à ce que son titre laisse penser, cet ouvrage ne repose pas sur des archives pur les années 1980 et 1990. Pour la période antérieure (années 1940, 1950 et 1960), les travaux abondent en France (Gérard Bossuat, Pierre Mélandri, Régine Perron, François David) et à l'étranger (Geir Lundestad, Piers Ludlow, Alan Milward, Pascaline Winand, etc.).

² Harold James, *Making the European monetary union*, Boston, Harvard University Press, 2012; Kenneth Dyson, Ivo Maes (dir.), *Architects of the Euro: intellectuals in the making of European Monetary Union*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

³ Laurence Badel, *Diplomatie et grands contrats : l'État français et les marchés extérieurs au XXe siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010 ; Angela Romano, "G7 summits, European Councils and East-West economic relations (1975-1982)", in Emmanuel Mourlon-Druol, Federico Romero (eds.), *International Summitry and Global Governance*, Londres, Routledge, 2014, pp. 198-222

⁴ Alice Milor, « Construire l'automobile, conduire l'Europe. Industriels, consommateurs et responsables politiques (1972-1998) », doctorat d'histoire, dir. Pascal Griset, Sorbonne Université, 2021.

⁵ Grace Ballor, « Du «défi américain» à l'expansion européenne: les relations économiques transatlantiques des années 1950 aux années 1970. *Relations internationales*, 2019, 180(4), pp. 43-57.

⁶ Vincent Dujardin, Eric Bussière, Piers Ludlow, Federico Romero, Dieter Schlenker, Antonio Varsori (dir.), *La Commission européenne, 1986-2000 : Histoire et mémoire d'une institution*, Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne, 2019.

⁷ Alessandra Bitumi, 'An uplifting tale of Europe'. Jacques Delors and the contradictory quest for a European social model in the Age of Reagan. *Journal of Transatlantic Studies*, 2018, 16(3), pp. 203-221.

⁸ Frédéric Bozo, Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande : de Yalta à Maastricht, Paris, Odile Jacob, 2005 ; Frédéric Bozo, « La France, la RFA et la marche vers l'union économique et monétaire, 1984-1989 », in *Relations internationales*, 185, 2021, pp. 21-37 ; Frédéric Bozo, « The Failure of a Grand Design: Mitterrand's European Confederation, 1989-1991 », in *Contemporary European History*, 17(3), 2018, pp. 391-412.

⁹ Frédéric Bozo, Marie-Pierre Rey, Piers Ludlow, Leopoldo Nuti (dir.), *Europe and the End of the Cold War: A reappraisal*, Londres, Routledge, 2012.

¹⁰ Abordée dans une étude historique stimulante, mais non fondée sur archives : Philipp Ther, *Europe after 1989*, Princeton, Princeton University press, 2016.

-en termes de politiques publiques, l'accent doit être mis sur le domaine économique et commercial, autour de la problématique de l'affirmation de la mondialisation libérale étatsunienne, et des réactions européennes. En complément, peuvent s'ajouter d'autres dimensions, environnementales, géopolitiques, intellectuelles (rôle des think-tanks dans la diffusion des idées néolibérales, etc.), de relations Nord-Sud (évolution des politiques de développement).

Justification de l'approche

L'approche historique se justifie par l'importance du sujet et par l'ouverture récente des archives qui permettent de préciser et même parfois de remettre en cause les discours officiels, les analyses journalistiques de court terme et les mémoires d'acteurs, en révélant les motivations, les rapports de force, et les options disponibles à l'époque.

La vision politico-institutionnelle et économique permet de saisir les rapports de force dans toute leur matérialité, loin de discours éthérés sur l'alliance Atlantique, ou au contraire l'essentialisme national. Elle est complémentaire de l'approche par l'histoire des idées et des représentations, également mobilisée.

Une première série de trois fonds d'archives indispensables seront les archives des gouvernements étatsunien, français et de la Commission européenne.

En fonction des dossiers et des connaissances linguistiques, d'autres fonds pourront être ajoutées, notamment ceux des gouvernements britanniques, allemands, italiens, espagnols, ou des pays de l'ancien bloc soviétique. Les très riches archives du Parlement européen pourront être mobilisées sur quelques dossiers particuliers, surtout à partir de 1987, date à partir de laquelle ses compétences s'accroissent. Afin de ne pas centrer outre mesure le propos sur l'Union européenne, il serait utile de consulter les archives d'autres organisations européennes et internationales, l'OCDE, le GATT, le BIT, voire, en fonction des sujets, le FMI et la BIRD. En fonction de la disponibilité des sources, les archives d'acteurs non-étatiques pourront être convoquées tant du côté des milieux économiques, que du côté des milieux syndicaux et des acteurs de la société civile (association environnementale, organisation de consommateurs)

Adéquation à l'initiative Interculturalités et Europe

Cette recherche sur les relations euro-américaines s'inscrit dans l'Initiative « Interculturalités et Europe » dans la mesure où elle interroge d'une part l'identité européenne elle-même, entre nations et construction européenne, entre Europe « européenne » (au sens donné par le Général de Gaulle) et Europe atlantique, et d'autre part les relations entre l'Europe et l'autre, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique, à la fois proche et très différents sur le plan culturel.

Par ailleurs, ce projet a une dimension pluridisciplinaire, tissant des liens naturels entre les études d'histoire et celles de civilisations (américaine, britannique, germanique), et avec la science politique. Il traite des circulations et transferts d'idées et de pratiques, notamment des idées néolibérales.

Enfin, cette recherche peut naturellement contribuer à nourrir l'encyclopédie numérique EHNE de nombreux thèmes.